

## VIII. INCIDENCES DES POLITIQUES SUR L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER

### Introduction et résumé

*Les politiques structurelles peuvent influencer le profil de l'investissement direct étranger*

Les politiques structurelles sont un déterminant important de l'investissement direct étranger (IDE) dans la zone OCDE. Le cycle de négociations d'Uruguay, les accords commerciaux régionaux et les accords bilatéraux et multilatéraux sur l'investissement ont réduit les obstacles directs à l'IDE, et les négociations commerciales en cours à l'OMC agissent dans le même sens. Néanmoins, les restrictions à l'IDE sont encore fortes dans certains pays et secteurs (voir au chapitre précédent). Parallèlement, on reconnaît de plus en plus que les politiques du marché du travail et les réglementations des marchés de produits peuvent avoir une incidence indirecte significative sur les activités des entreprises multinationales<sup>1</sup>.

*Il ressort de ce chapitre que...*

Ce chapitre vise à définir les influences des politiques sur la structure de l'IDE dans la zone OCDE. Il examine à la fois les restrictions explicites aux échanges et à l'IDE et les réglementations intérieures qui affectent la concurrence et l'adaptabilité du marché du travail. A partir des résultats de cette analyse, on explore les effets sur l'IDE des politiques visant à accroître encore l'ouverture des frontières et à assouplir les réglementations des marchés intérieurs des produits et du travail. Les principales conclusions sont les suivantes :

*... l'investissement direct étranger est entravé par des restrictions visant les échanges et l'IDE...*

- Selon les estimations, les restrictions à l'IDE et (dans une moindre mesure) les barrières tarifaires pèsent sensiblement sur les stocks d'IDE dans les pays protégés. Les limites visant les participations et la gouvernance étrangères découragent l'activité des filiales étrangères, surtout dans certaines industries non manufacturières importantes telles que l'électricité, les transports et les télécommunications. Par conséquent, des progrès dans la réduction des barrières frontalières restantes, comme le prévoit l'actuel cycle de négociations commerciales de Doha, favoriseraient une intégration économique plus étroite entre les pays de l'OCDE.

---

1. L'imposition du revenu des filiales étrangères est sans doute un autre déterminant important de l'IDE. Cette question sera abordée dans un numéro ultérieur des *Perspectives économiques*.

*... mais aussi par certaines politiques des marchés de produits et du travail...*

- Les réglementations restrictives des marchés de produits et du travail peuvent aussi faire obstacle à l'IDE. Les pays où les réglementations intérieures des marchés de produits imposent des coûts excessifs aux entreprises et érigent des barrières à l'entrée ont en général des stocks de capital étranger plus faibles. De même, une législation stricte en matière de protection de l'emploi et une taxation élevée des revenus du travail pèsent semble-t-il sur les stocks d'IDE en provenance de l'étranger.

*... et qu'il serait possible de l'accroître considérablement grâce à des réformes dans ces domaines*

- Un alignement des restrictions à l'IDE et des réglementations des marchés de produits sur celles du pays le plus libéral pourrait accroître notablement le stock total d'IDE provenant de l'étranger dans la zone OCDE, les gains des différents pays étant proportionnels à l'ampleur des restrictions actuelles. Des gains substantiels pourraient aussi être réalisés par de nouvelles réformes structurelles sur les marchés du travail des pays de l'OCDE.

### **Politiques et autres déterminants de l'investissement direct étranger**

*Les facteurs autres que les politiques n'expliquent qu'en partie la configuration de l'IDE dans la zone OCDE...*

Une analyse récente de l'OCDE (encadré VIII.1) montre que les différences entre les stocks bilatéraux d'IDE des pays Membres s'expliquent, à parts à peu près égales, par des facteurs politiques et par des facteurs non politiques (graphique VIII.1). Parmi ces derniers, les coûts des transports et/ou des communications tendent à décourager l'IDE entre des pays distants les uns des autres<sup>2</sup>, tandis que ce type d'investissement tend à augmenter avec la taille de marchés combinés des pays partenaires, puisque ses rendements dépendent en partie de la possibilité de faire jouer les économies d'échelle. Les différences concernant l'offre de capital physique et humain affectent aussi le profil bilatéral de l'IDE car elles influencent les coûts de production relatifs des différents pays<sup>3</sup>.

*... le reste reflétant des différences entre les politiques*

Les principaux effets des politiques sur la structure de l'IDE bilatéral semblent émaner des mesures aux frontières et des dispositifs du marché du travail. Une analyse détaillée montre que la contribution des mesures aux frontières se distribue à parts égales entre l'impact des restrictions à l'IDE et d'autres facteurs affectant l'ouverture tels que l'adhésion à des zones de libre-échange et les barrières tarifaires et non tarifaires. Le coin fiscal sur le travail est la composante la plus influente des dispositifs du marché du travail, la législation relative à la protection de

- 
2. Les frais de transport peuvent affecter le rendement de l'IDE dans la mesure où celui-ci a pour but de réexporter vers le pays d'origine les marchandises produites à l'étranger.
  3. Helpman (1984) et Helpman et Krugman (1985) soulignent l'incidence positive des différences dans les proportions de facteurs sur l'IDE visant à fragmenter la production en différentes étapes. En revanche, l'IDE visant à produire des biens finis sur les marchés locaux exige généralement que les proportions de facteurs soient similaires (Markusen, 2002).

l'emploi (LPE) jouant un rôle plus discret. Enfin, il est apparu que les réglementations anticoncurrentielles visant les marchés de produits expliquent une fraction plus faible mais néanmoins significative des écarts des stocks d'IDE de l'étranger par rapport à la moyenne OCDE<sup>4</sup>.

***L'investissement direct étranger s'épanouit dans les zones de libre-échange...***

L'analyse de l'OCDE montre que les zones de libre-échange tendent dans l'ensemble à encourager l'IDE à la fois parmi les pays signataires et, dans les zones étroitement intégrées, dans les pays tiers. En accroissant la taille globale du marché, ces accords tendent à élargir les possibilités d'exploiter les économies d'échelle par le biais de l'IDE axé sur les marchés locaux (IDE « horizontal »), à la fois pour les pays signataires et pour les non signataires<sup>5</sup>. De plus, la réduction des coûts commerciaux stimule les flux d'IDE qui visent à réexporter des produits finaux ou intermédiaires vers le pays d'origine ou vers d'autres pays signataires (IDE « vertical »)<sup>6</sup>. Ces influences positives sur l'IDE semblent l'emporter sur la tendance des zones de libre-échange à abaisser le coût relatif de l'approvisionnement d'un marché étranger via les échanges par comparaison avec une production locale, ce qui devrait en principe restreindre les flux d'IDE.

**Encadré VIII.1. Politiques et IDE : l'analyse empirique de l'OCDE**

L'OCDE a analysé les effets des politiques sur l'IDE en utilisant un ensemble de données qui couvre les relations bilatérales d'IDE entre 28 pays de l'OCDE au cours des deux dernières décennies. L'accent était mis sur trois catégories de politiques : les restrictions explicites des échanges et de l'IDE ; les réglementations affectant la concurrence intérieure ; enfin, les politiques qui affectent les coûts de main-d'œuvre et l'adaptabilité des marchés du travail. Les politiques des pays de l'OCDE vis-à-vis des marchés du travail et des produits ont été représentées de façon approximative par les indicateurs de politique décrits dans OCDE (1999 ; 2001). Ces indicateurs ont été complétés par des indicateurs des barrières non tarifaires (OCDE, 1997), et par de nouveaux indicateurs des droits de douane (Bouet *et al.* 2001) et des restrictions à l'IDE (voir au chapitre VII). L'analyse de la relation entre les politiques et l'IDE a pris en compte un grand nombre de facteurs non liés aux politiques, notamment la distance géographique, la taille du marché, les coûts de transport, les différences de disponibilité du capital physique et humain et d'autres effets propres à chaque pays et à chaque période, y compris les décalages des positions conjoncturelles nationales<sup>1</sup>.

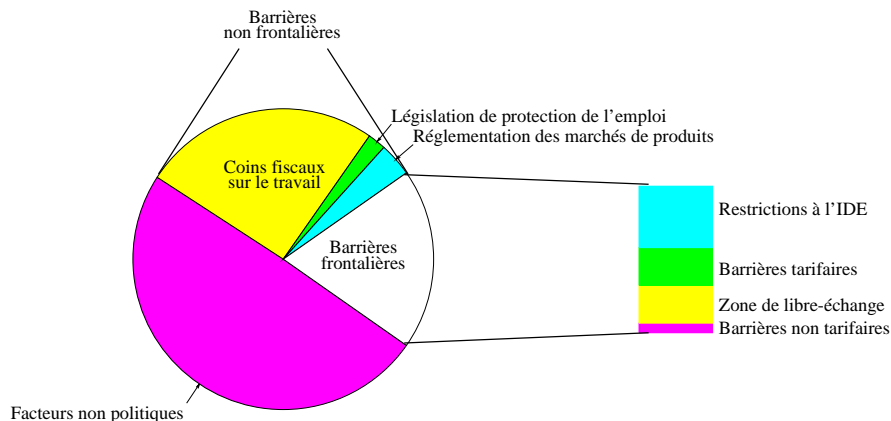
1. L'IDE peut aussi être affecté par des considérations stratégiques relatives à l'évolution attendue du comportement des marchés et des autres investisseurs. Ces effets n'ont pas pu être pris en compte dans l'analyse.

4. Les politiques peuvent aussi agir indirectement sur l'IDE, par le biais de leur effet sur les proportions de facteurs, par exemple en améliorant la qualité du capital d'infrastructure d'un pays ou les compétences de sa main-d'œuvre.
5. Cela pourrait expliquer en partie la vague de fusions et acquisitions au sein de l'Union européenne qui a suivi le programme du Marché unique.
6. Plus précisément, l'IDE horizontal alimente des filiales étrangères qui produisent à l'identique dans le pays d'accueil certains des biens et services du pays d'origine, tandis que l'IDE vertical fragmente la production d'un bien ou d'un service en plusieurs étapes qui se situent dans des pays différents.

### Encadré VIII.1. Politiques et IDE : l'analyse empirique de l'OCDE (suite)

Les résultats de l'analyse empirique peuvent être utilisés pour quantifier les effets à long terme des politiques supprimant les obstacles directs et indirects à l'IDE sur l'intégration de l'IDE dans la zone OCDE et sur les stocks d'IDE des différents pays. Concrètement, les coefficients estimés des variables de politique sont utilisés pour prédire l'impact des modifications des politiques sur l'IDE. Les résultats de ces simulations donnent simplement une idée de ce qui pourrait se produire avec différents scénarios de politiques, notamment parce que les coefficients utilisés sont sans doute imprécis du fait de la difficulté de dissocier les purs effets des politiques des facteurs non politiques dans l'analyse empirique. Du reste, les modèles estimés sur lesquels reposent les simulations ne rendent pas compte de toutes les interactions possibles entre les modifications des politiques et les flux d'IDE parmi les pays de l'OCDE. Les effets quantitatifs mis en lumière dans ces simulations dépendent aussi en partie de la configuration des politiques et de la distribution des stocks d'IDE dans le scénario de base. Pour des informations détaillées sur les sources, les méthodologies et les résultats, voir Nicoletti *et al.* (2003).

**Graphique VIII.1. Contributions des politiques et d'autres facteurs aux différences internationales entre les stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger, 1980-2000**<sup>1,2</sup>



1. Les contributions sont établies à partir des coefficients estimés dans les régressions sur données de panel des stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger sur des facteurs non politiques (distance, coûts de transport, taille du marché, similitude de taille et de dotations en facteurs, et autres effets nationaux et temporels) et sur les influences des politiques (restrictions de l'IDE, barrières tarifaires et non tarifaires, adhésion à des zones de libre-échange et dispositifs des marchés des produits et du travail). Les régressions couvrent les relations bilatérales d'IDE entre 28 pays de l'OCDE sur la période 1980-2000.
  2. Afin de chiffrer les contributions, les valeurs absolues des déviations des stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger par rapport à la moyenne OCDE, expliquées à l'aide de chacun des facteurs politiques et non politiques, sont calculées en moyenne pour la période 1980-2000 et additionnées sur l'ensemble des pays. Ces sommes sont ensuite exprimées en pourcentage de la somme (sur les pays) des moyennes sur la période des déviations totales des stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger par rapport à la moyenne OCDE.
- Source : OCDE.

L'Union européenne semble avoir suscité des réactions particulièrement fortes de l'IDE parmi ses membres, du fait peut-être que le marché unique se caractérise par une intégration beaucoup plus étroite que les autres zones de libre-échange (par exemple l'ALENA)<sup>7</sup>. Pour les pays qui adhéreront à l'Union européenne en 2004, les effets sur l'IDE pourraient être considérables : on estime que dans certains de ces pays les stocks d'IDE à destination et en provenance de l'étranger pourraient doubler par rapport à leurs niveaux moyens des années 90<sup>8</sup>.

*... réagissant  
positivement au niveau  
réduit des tarifs  
douaniers et des  
restrictions de  
l'investissement...*

Les estimations de l'OCDE montrent qu'à l'extérieur des zones de libre-échange les barrières tarifaires entre le pays d'accueil et le pays investisseur ou entre le pays d'accueil et les pays tiers découragent l'investissement étranger. En effet, les droits de douane rendent plus coûteuse la réimportation vers le pays d'origine, ou l'exportation vers des pays tiers, des biens finaux ou intermédiaires produits par les filiales étrangères<sup>9</sup>. De surcroît, on l'a vu au chapitre VII, les restrictions à l'IDE ont souvent pour effet de limiter les investissements des sociétés étrangères ainsi que les choix de gestion et d'organisation des filiales étrangères dans le pays d'accueil.

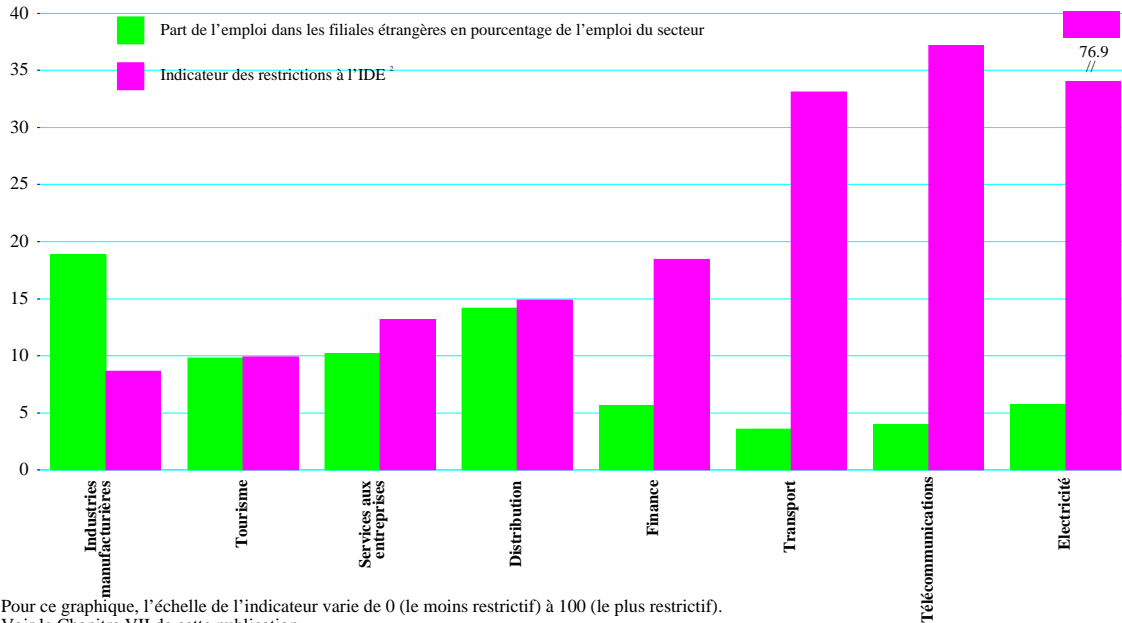
*... qui encourage  
l'activité des filiales  
étrangères*

La progression des flux d'investissements résultant de l'allègement des restrictions à l'IDE se traduirait par une expansion des activités des filiales étrangères dans les secteurs concernés. Tandis que la distribution par branche de l'IDE dans les économies de l'OCDE peut être influencée par un certain nombre de facteurs politiques et non politiques, dans l'ensemble, la présence des filiales étrangères (mesurée par leurs parts de l'emploi sectoriel) est actuellement beaucoup plus forte dans les secteurs où les restrictions à l'IDE sont relativement faibles, par exemple les industries manufacturières et quelques services concurrentiels (notamment la distribution, le tourisme et les services aux entreprises)

- 
7. La conclusion selon laquelle l'adhésion à l'Union européenne stimule l'IDE s'accorde avec des données connexes présentées par Pain (1997) et Pain et Lansbury (1997). Les effets positifs de l'adhésion à l'Union européenne sur l'IDE provenant de pays tiers ont été également mis en évidence par Dunning (1997) et Barrell et Pain (1998). L'absence de tels effets dans les autres zones de libre-échange peut s'expliquer en partie par des droits de douane moyens plus élevés et par des règles d'origine plus strictes.
  8. Les gains découlent à la fois d'un accroissement des transactions avec les autres pays de l'Union européenne et (dans une moindre mesure) d'une progression des flux d'échanges et d'investissements en provenance de pays tiers. Toutefois, ces résultats surestiment vraisemblablement les gains réels après l'adhésion, étant donné que la perspective de l'adhésion à l'Union européenne a déjà produit des effets sur les stocks d'IDE.
  9. En revanche, des droits de douane bilatéraux élevés peuvent conduire les entreprises multinationales à pratiquer le "contournement tarifaire", qui consiste à éviter les barrières frontalières en produisant localement. Ce même type de relation peut être a fortiori attendu entre l'IDE horizontal et les barrières non tarifaires, puisque ces dernières constituent souvent des entraves absolues à l'accès au marché (c'est le cas par exemple des restrictions quantitatives). De fait, il ressort des estimations empiriques que les barrières non tarifaires ont dans l'ensemble un effet positif sur les entrées d'IDE dans les pays de l'OCDE, tandis que les droits de douane ont un effet négatif au niveau global, ce qui laisse à penser que le "contournement tarifaire" est un paramètre peu important.

(graphique VIII.2). Là où les barrières sont traditionnellement élevées et généralisées, par exemple dans les services financiers mais surtout dans les industries de réseau, l'activité des filiales étrangères est encore réduite.

**Graphique VIII.2. Activités des filiales étrangères et restrictions à l'IDE dans certains secteurs<sup>1</sup>**  
Moyenne OCDE



1. Pour ce graphique, l'échelle de l'indicateur varie de 0 (le moins restrictif) à 100 (le plus restrictif).  
2. Voir le Chapitre VII de cette publication.  
Source : OCDE.

***L'investissement direct étranger peut être découragé par les politiques du marché du travail...***

Les résultats des analyses empiriques de l'OCDE donnent à penser que les dispositifs du marché du travail peuvent influencer le profil international de l'IDE aussi fortement que les restrictions directes des échanges et de l'IDE. Ces dispositifs sont généralement dictés par des objectifs d'action sans rapport avec l'IDE, mais ils ont d'importants effets secondaires sur le niveau et la distribution géographique des flux d'IDE. Une LPE stricte, et surtout des coins fiscaux élevés sur le travail détournent apparemment l'IDE vers des sites où les dispositifs du marché du travail sont perçus comme étant moins coûteux. Ces résultats semblent impliquer que, dans l'ensemble, les coûts de la protection de l'emploi et de l'imposition du travail ne sont pas intégralement répercutés sous la forme d'une baisse des salaires (nets d'impôt)<sup>10</sup>. Les effets négatifs d'une LPE stricte sur l'IDE en provenance de l'étranger peuvent aussi traduire le fait que cette législation est susceptible d'affecter non seulement le rendement

10. En principe, des coûts de main-d'œuvre non salariaux plus élevés devraient entraîner une réduction compensatoire des salaires dans le long terme, l'augmentation initiale des coûts de main-d'œuvre totaux déprimant la demande de travail et les salaires réagissant à la hausse induite du chômage. Toutefois, si les salaires ne sont pas flexibles à la baisse en raison de rigidités institutionnelles (flux salariaux statutaires ou négociés ou dispositions des systèmes d'impôts/de transferts, par exemple), la répercussion des coûts non salariaux sur les salaires peut n'être que partielle, auquel cas le travail se trouve pénalisé, avec une aggravation du chômage.

attendu de l'investissement étranger mais aussi sa variabilité (par exemple en influençant la capacité des filiales étrangères de réagir aux brusques variations de l'offre ou de la demande), ce qui accroît le risque auquel sont confrontés les investisseurs dans le pays d'accueil<sup>11</sup>. Par ailleurs, la répercussion des coûts dans un contexte d'imposition élevée des revenus du travail peut s'avérer particulièrement difficile pour les entreprises multinationales, dont les salariés sont plus mobiles d'un pays à l'autre, surtout au niveau des travailleurs très qualifiés et des cadres dirigeants.

Les dispositifs du marché du travail dans le pays d'origine peuvent aussi affecter, dans les deux sens, le montant des investissements directs à l'étranger réalisés par des entreprises multinationales résidentes. D'une part, les entreprises multinationales peuvent être incitées à délocaliser la production dans d'autres pays où les règles du marché du travail et la fiscalité sont moins rigoureuses. D'autre part, des dispositions strictes peuvent empêcher les entreprises de délocaliser, en inhibant leur capacité de réorganiser la production ou d'accroître leur taille. D'après les estimations de l'OCDE, c'est le second effet qui l'emporte : des dispositifs du marché du travail rigoureux dans le pays d'origine entravent également l'IDE.

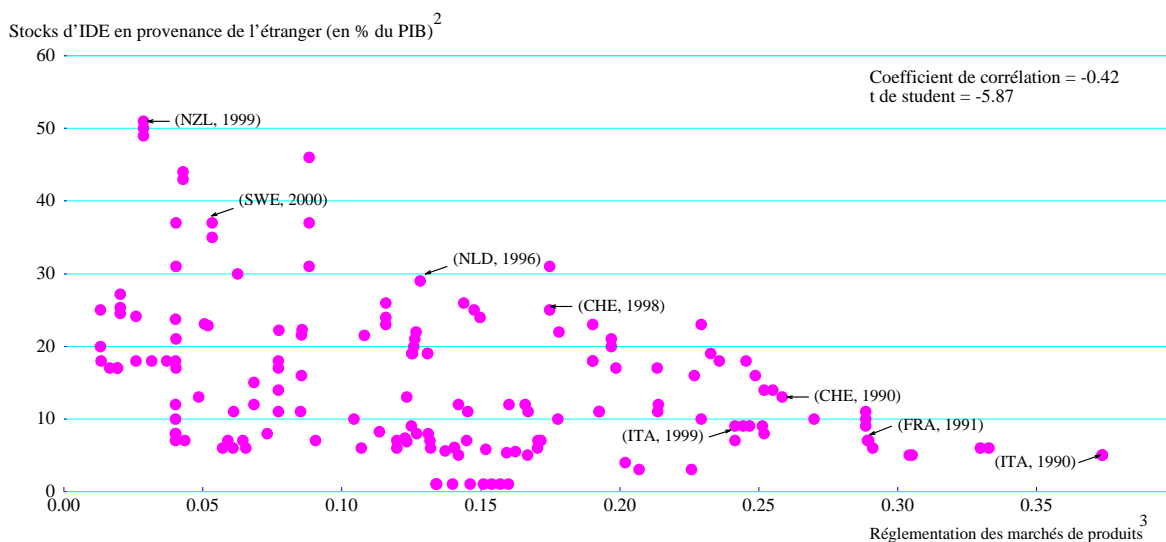
***... mais aussi par un défaut de concurrence sur les marchés de produits***

Les réglementations des marchés de produits peuvent induire des coûts de production ou des obstacles à l'entrée plus élevés pour les entreprises multinationales, à la fois sur le marché du pays d'origine et sur celui du pays d'accueil. Les réglementations de ce type ne créent généralement pas de discrimination entre les entreprises locales et les entreprises étrangères, mais elles ont des effets de distorsion sur les flux d'IDE car elles affectent l'accès au marché et les taux relatifs de rendement attendus de l'investissement sur les différents sites. Comme l'indique le graphique VIII.3, il existe apparemment une relation inverse entre le degré de rigueur des réglementations et les stocks d'investissement en provenance de l'étranger<sup>12</sup>. De fait, une analyse économétrique détaillée montre que les réglementations qui entravent la concurrence ou qui imposent des coûts excessifs aux entreprises engagées dans des opérations bilatérales d'IDE rendent le pays d'accueil moins attrayant pour les investisseurs internationaux établis dans des pays où la réglementation est plus souple. Par conséquent, l'influence dissuasive des barrières à l'entrée et des réglementations alourdissant les coûts apparaît l'emporter sur d'autres

- 
11. Puisque les entreprises multinationales peuvent choisir au préalable le site d'implantation de leur investissement, elles ont sans doute tendance à s'installer là où le ratio risque/rendement est le plus bas. Il est également possible que les investisseurs étrangers éprouvent plus de difficultés que les investisseurs nationaux à évaluer les conséquences des dispositions restrictives de la LPE (à cause d'une asymétrie d'information) et supportent de ce fait des coûts plus élevés.
  12. Tandis que les réglementations qui interdisent l'entrée ou qui alourdissent les coûts peuvent décourager l'IDE, les réglementations qui visent à protéger les droits de propriété intellectuelle (DPI) sont susceptibles d'accroître l'attractivité du pays d'accueil aux yeux des investissements internationaux, puisque la protection des DPI rend plus difficile la reproduction des éléments de savoir propres à l'entreprise (par exemple à la suite d'un départ de gestionnaires ou de salariés de la filiale étrangère vers des entreprises locales). Voir Smith (2001) et OCDE (2002).

effets potentiels, notamment les incitations que l'absence de concurrence dans le pays d'accueil peut susciter en faveur de l'IDE en vue d'acquiescer (ou de fusionner dans l'entreprise mère étrangère) des entreprises locales en position dominante sur le marché.

**Graphique VIII.3. Réglementation des marchés de produits et stocks d'IDE, 1990-1998**<sup>1</sup>



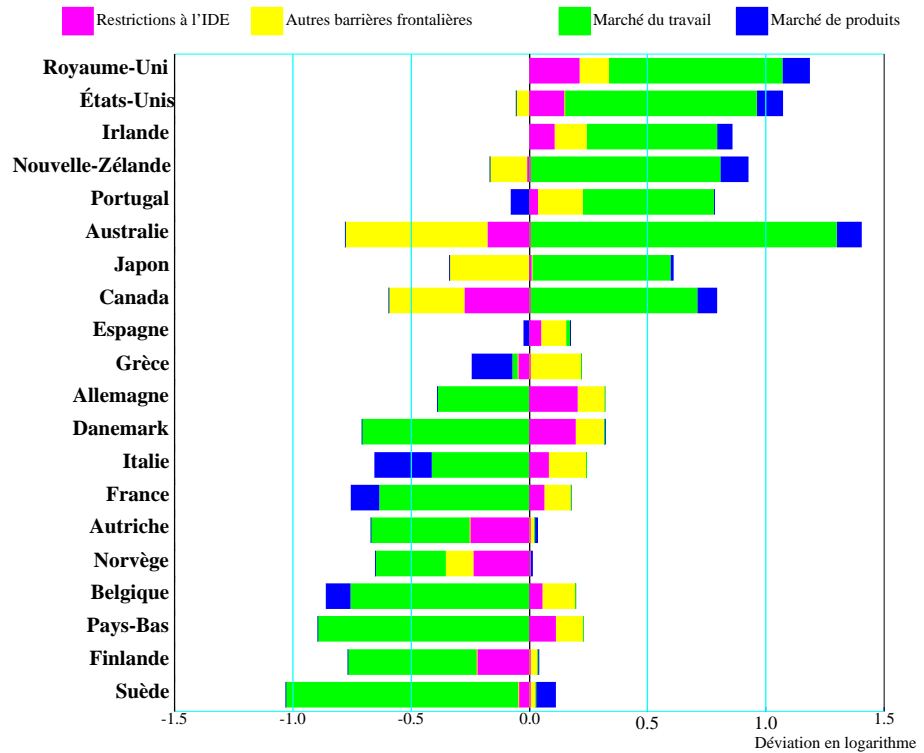
1. Chaque point associe la réglementation et l'IDE dans un pays donné et sur une période donnée. Quelques-unes de ces combinaisons pays/période sont mentionnées à titre indicatif.
  2. Les données sur l'axe vertical représentent les parts en pourcentage du PIB des stocks d'IDE provenant de l'étranger dans les pays et pour chaque année. Les données sur l'axe horizontal indiquent les niveaux de réglementation dans les pays de l'OCDE et pour chaque année.
  3. Produit de l'indicateur de la réglementation macro-économique en 1998 et de l'indicateur des barrières à l'entrée dans sept branches non manufacturières sur la période 1980-88. L'échelle va de 0 à 1 suivant le degré de restriction de la concurrence.
- Source : OCDE.

### Effets de la réforme des politiques sur l'investissement direct étranger

#### *Les réformes des politiques ont stimulé les entrées d'IDE dans plusieurs pays*

Il ressort de l'analyse de l'OCDE que, par rapport à la moyenne OCDE, les incidences des politiques sur l'IDE ont varié selon les pays au cours des deux décennies écoulées (graphique VIII.4). Ainsi, tandis que les dispositifs du marché du travail semblent avoir exercé une influence relativement positive sur les stocks d'investissement direct de l'étranger dans les pays anglophones, au Japon et au Portugal, ils ont eu tendance à les restreindre dans les autres pays européens. De même, alors que dans la plupart des pays européens et aux États-Unis les facteurs d'ouverture ont joué un rôle positif, selon les estimations, au Canada, en Australie et, dans une moindre mesure, au Japon, en Norvège et en Finlande des mesures frontalières relativement restrictives ont vraisemblablement comprimé les stocks d'IDE de l'étranger au regard de la moyenne OCDE. A en juger par l'analyse développée ci-dessus, la contribution de la réglementation des marchés de produits a été significative dans les pays ayant soit une approche relativement libérale (États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Suède et Irlande), auquel cas elle a entraîné à la hausse les stocks relatifs d'IDE de l'étranger, soit une approche relativement restrictive (quelques pays d'Europe continentale), auquel cas elle a comprimé ces mêmes stocks relatifs.

**Graphique VIII.4. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger<sup>1</sup>**  
**Contributions à l'explication des écarts**  
**par rapport à la moyenne de l'OCDE, 1980-2000<sup>2</sup>**



1. « Autres barrières frontalières » comprend les contributions des barrières tarifaires et non tarifaires et de l'adhésion à une zone de libre-échange. « Marché du travail » comprend les contributions de l'indicateur relatif du coin fiscal sur le revenu du travail et de l'indicateur relatif de la législation sur la protection de l'emploi. « Marché de produits » comprend la contribution du niveau relatif des barrières à l'entrée.  
 2. Les contributions sont établies à partir des coefficients estimés dans les régressions sur données de panel des stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger sur des facteurs non politiques (distance, coûts de transport, taille du marché, similitude de taille et de dotations en facteurs, et autres effets nationaux et temporels) et sur les influences des politiques (restrictions de l'IDE, barrières tarifaires et non tarifaires, adhésion à des zones de libre-échange et dispositifs des marchés des produits et du travail). Les régressions couvrent les relations bilatérales d'IDE entre 28 pays de l'OCDE sur la période 1980-2000.  
 Source : OCDE.

***La levée des restrictions frontalières stimulerait l'IDE...***

Tandis que le processus de libéralisation des échanges et de l'IDE a été généralisé au cours des deux décennies écoulées, une ouverture plus poussée des frontières accroîtrait l'intégration de l'IDE parmi les pays de l'OCDE. L'effet moyen de la levée de ces restrictions peut être substantiel, des augmentations particulièrement fortes de l'IDE pouvant être obtenues avec la suppression des plafonds applicables aux participations étrangères (tableau VIII.1). Par ailleurs, si l'on en juge par les estimations mentionnées plus haut, un alignement, dans la zone OCDE, des restrictions restantes à l'IDE sur celles du pays Membre le moins restrictif (le Royaume-Uni, selon l'indicateur présenté au chapitre VII) serait susceptible d'accroître de près de 20 pour cent les stocks d'IDE en provenance de l'étranger dans l'ensemble de la zone (graphique VIII.5, partie A). Ce scénario implique des réformes par pays dont le contenu et la portée diffèrent suivant le profil des restrictions de l'IDE en place, mais

elles supposeraient généralement la levée des critères de sélection obligatoire et des restrictions visant les participations étrangères, ainsi qu'une réduction considérable des autres restrictions (par exemple en ce qui concerne la nationalité de l'équipe dirigeante, la composition du conseil d'administration et les déplacements de personnes). Dans le scénario de libéralisation, les pays relativement restrictifs pourraient accroître de 40 à 80 pour cent leur stock d'IDE de l'étranger, mais même dans les pays qui sont considérés comme étant déjà relativement ouverts les gains pourraient atteindre près de 20 pour cent du stock initial<sup>13</sup>. Tandis que ces résultats mettent en lumière les conséquences potentielles de la libéralisation pour l'IDE, il est évident que le scénario n'examine pas comment les objectifs d'action actuellement poursuivis par des restrictions à l'IDE pourraient être éventuellement réalisés.

Tableau VIII.1. Stocks et flux d'IDE : Effet théorique de la levée des restrictions à l'IDE<sup>a</sup>

*Moyenne des pays*

	Pourcentage de variation des stocks d'IDE en provenance de l'étranger
Suppression des plafonds des participations étrangères	77.9
Suppression des critères d'agrément et d'intérêt national	21.2
Assouplissement des critères de nationalité concernant la direction <sup>b</sup>	10.1

a) Les simulations sont établies à partir des coefficients estimés des régressions sur données de panel des stocks et flux bilatéraux d'IDE à l'étranger sur des facteurs non politiques (distance, coûts de transport, taille du marché, similitude de taille et de dotation en facteurs, et autres effets nationaux et temporels) et sur les influences des politiques (restrictions de l'IDE, barrières tarifaires et non tarifaires, adhésion à des zones de libre-échange et dispositifs des marchés des produits et du travail). Les régressions couvrent les relations bilatérales d'IDE entre 28 pays de l'OCDE sur la période 1980-2000.

b) Au lieu d'une majorité d'administrateurs nationaux, un seul ou plusieurs sont exigés.

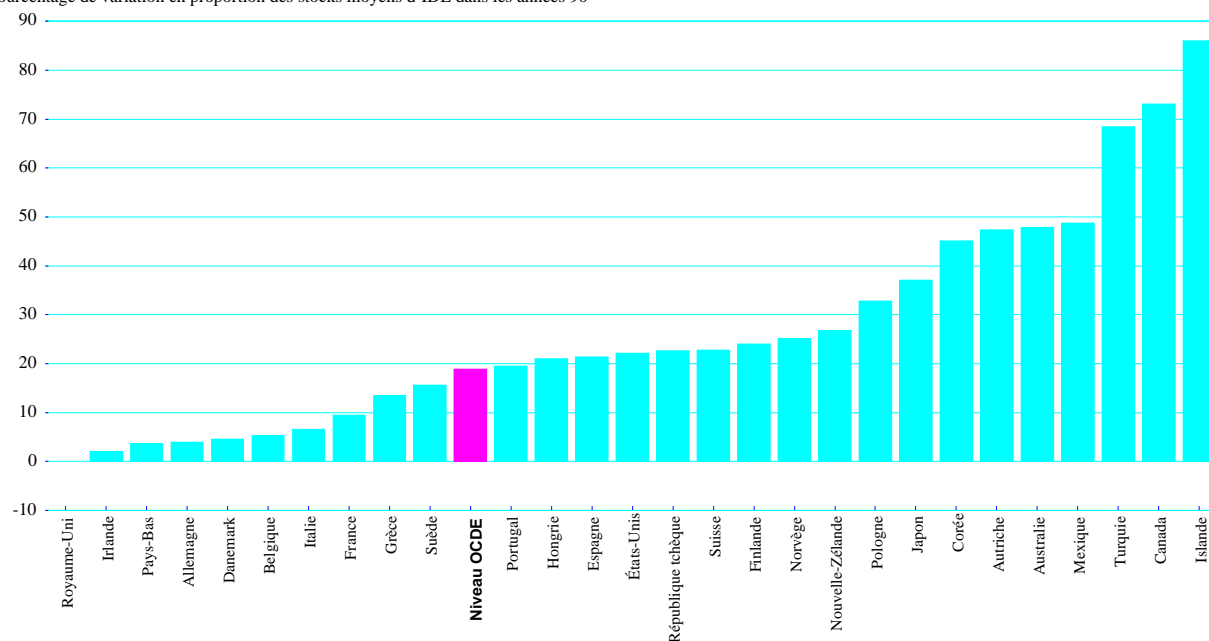
Source: OCDE.

13. Dans les simulations, le stock initial est défini comme la moyenne des stocks d'entrées sur les années 90.

## Graphique VIII.5. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger : possibilité d'améliorer l'intégration <sup>1</sup>

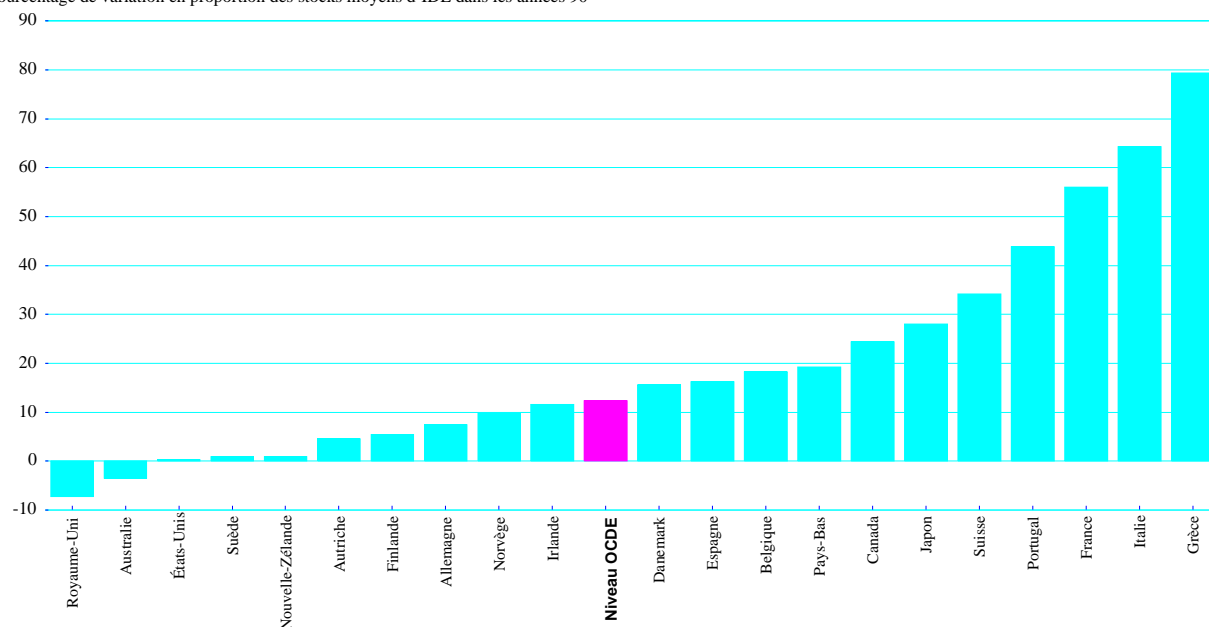
### Partie A : Levée des restrictions à l'IDE

Pourcentage de variation en proportion des stocks moyens d'IDE dans les années 90



### Partie B : Assouplissement de la réglementation des marchés de produits

Pourcentage de variation en proportion des stocks moyens d'IDE dans les années 90



1. Les simulations sont établies à partir des coefficients estimés des régressions sur données de panel des stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger sur des facteurs non politiques (distance, coûts de transport, taille du marché, similitude de taille et de dotation en facteurs, et autres effets nationaux et temporels) et sur les influences des politiques (restrictions de l'IDE, barrières tarifaires et non tarifaires, adhésion à des zones de libre-échange et dispositifs des marchés des produits et du travail). Les régressions couvrent les relations bilatérales d'IDE entre 28 pays de l'OCDE sur la période 1980-2000.  
Source : OCDE.

*... de même que  
l'assouplissement des  
réglementations des  
marchés de produits et  
du travail*

Comme c'est le cas pour la levée des restrictions frontalières, dans de nombreux pays de l'OCDE les réformes des politiques qui réduisent les obstacles à l'entrée et les dispositifs des marchés de produits et du travail entraînant une hausse des coûts stimuleraient notablement l'intégration de l'IDE dans l'ensemble de la zone. A titre d'exemple, des politiques intérieures axées sur la concurrence qui aboutiraient à un alignement des réglementations des marchés de produits sur celles du pays Membre le moins restrictif devraient accroître les stocks d'IDE en provenance de l'étranger dans l'ensemble de la zone de plus de 10 pour cent par rapport à leur niveau moyen des années 90 (graphique VIII.5, partie B). Étant donné que les stocks bilatéraux d'investissement direct à l'étranger sont estimés dépendre de la rigueur relative de la réglementation dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil, les pays d'accueil relativement restrictifs -- notamment la Grèce, l'Italie et la France-- qui reçoivent des IDE de pays relativement libéraux pourraient accroître leur stock d'entrées dans une proportion comprise entre 55 et 80 pour cent grâce à une réforme de la réglementation. A l'inverse, les pays relativement libéraux pourraient voir l'attractivité relative de leurs marchés de produits rester grosso modo inchangée (comme aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et en Suède) soit même diminuer (comme au Royaume-Uni et en Australie).

Selon les estimations de l'OCDE, les réformes structurelles des marchés du travail sont également susceptibles d'accroître l'intégration de l'IDE. Ces scénarios d'action gouvernementale ne sont pas aisés à construire car le fonctionnement des marchés du travail dépend d'un grand nombre de facteurs interdépendants, avec parfois des corrélations inverses entre plusieurs d'entre eux (par exemple entre les régimes d'assurance sociale et les dispositifs de protection de l'emploi), et il n'existe pas d'étalons de référence clairs pour la LPE et la fiscalité des revenus du travail. Néanmoins, l'analyse de l'OCDE montre par exemple qu'un alignement des coins fiscaux à l'encontre du travail sur la valeur médiane de l'OCDE (38 pour cent) dans les pays dont les coins fiscaux dépassent actuellement ce niveau pourrait accroître le stock d'IDE en provenance de l'étranger dans l'ensemble de la zone OCDE de 5 pour cent par rapport au scénario de référence. Ce résultat suppose la possibilité de lever d'autres impôts ou de comprimer les dépenses publiques pour maintenir la viabilité des finances publiques, sans qu'il en résulte d'incidences sur les stocks d'IDE.

## BIBLIOGRAPHIE

- BARRELL, R. et N. PAIN (1998), « Real exchange rates, agglomerations and irreversibilities: macroeconomic policy and FDI in EMU », *Oxford Review of Economic Policy*, 14/3.
- BOUET, A., L. FONTAGNE, M. MIMOUNI et X. PICHOT (2001), « Market access maps: a bilateral and disaggregated measure of market access », *CEPII documents de travail*, n° 18.
- DUNNING, J.H. (1997), « The European internal market programme and inbound foreign direct investment », *Journal of Common Market Studies*, n° 35.
- HELPMAN, E. (1984), « A simple theory of trade with multinational corporations », *Journal of Political Economy*, n° 92.
- HELPMAN, E. et P. KRUGMAN (1985), *Market Structure and International Trade*, Cambridge, MIT Press.
- MARKUSEN, J.R. (2002), *Multinational Firms and the Theory of International Trade*, Cambridge, MIT Press.
- NICOLETTI, G., S. GOLUB, D. HAJKOVA, D. MIRZA et K. YOO (2003), « Policy influences and international integration: Influences on trade and foreign direct investment », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE* (à paraître).
- OCDE (1997), *Indicateurs des barrières tarifaires et non tarifaires*, Paris.
- OCDE (1999), *Mise en oeuvre de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi : Évaluation des performances et des politiques*, Paris.
- OCDE (2001), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 70, Paris.
- OCDE (2002), « Incidence des droits de propriété intellectuelle sur l'investissement direct étranger et le commerce dans les pays en développement », TD/TC/WP(2002)42/REV1, Paris.
- PAIN, N. (1997), « Continental drift: European integration and the location of UK foreign direct investment », *The Manchester School*, LXV Supplement.
- PAIN, N. et M. LANSBURY (1997), « Regional economic integration and foreign direct investment: the case of German investment in Europe », *National Institute Economic Review*, n° 160.
- SMITH, P.J. (2001), « How do foreign patent rights affect U.S. exports, affiliate sales, and licences? » *Journal of International Economics* vol. 55.

